

UNIVERSITE : LES RAISONS D'UNE LUTTE

Un mouvement, dont la durée et la détermination surprennent nombre d'observateurs, mobilise depuis plusieurs mois la majorité des universitaires contre une série de réformes que cherche à imposer le pouvoir.

Ces réformes ont chacune un objectif à court terme, réaliser des économies, et une visée à plus long terme, de nature politique.

Témoin, la formation des professeurs. Jusqu'à présent, celle-ci comporte trois années d'étude et une année de préparation au CAPES ; les reçus au concours sont immédiatement intégrés dans l'Éducation nationale, et font encore une année de stage.

La réforme dite « mastérisation » permettrait à l'État d'économiser 15 000 fois un an de salaire en reportant le concours à l'année suivante. Malheureusement ce report oblige à une organisation insensée de la 5^e année qui porte sérieusement atteinte à la qualité de la formation des professeurs.

D'un autre côté, un diplôme devrait être délivré indépendamment de la réussite au concours ; c'est sans doute une première étape vers la suppression du recrutement des professeurs sur concours (comme tous les fonctionnaires) et son remplacement par un master professionnalisé permettant de chercher un emploi sur le marché du travail, les lycées et les collèges devenant des employeurs parmi les autres.

Les autres réformes, réforme du statut des personnels, transformation du CNRS, accroissement des pouvoirs des présidents d'université... peuvent s'analyser de la même façon, mais il faut aussi les replacer dans un contexte plus large.

La place de la recherche dans notre société et notre économie

Un trait dominant actuel de la recherche française est **l'insuffisance de la recherche appliquée**. En 1999, B. Kouchner, ministre de la Santé, déplorait ainsi « les faiblesses de l'entreprise française en pharmacie, faiblesses dues à **l'absence d'un chaînon entre recherche et développement** ». Et chacun sait aujourd'hui que sans innovation notre industrie n'a pas beaucoup d'avenir.

Or il n'y pas, dans nos universités, les départements d'aéronautique, de génie civil, d'exploitation pétrolière ou d'informatique biomédicale qui existent partout dans le monde. À la place, nous avons des grandes écoles, où l'effectif est réduit, et où on fait relativement peu de recherche. **Quant aux entreprises, elles-mêmes font trop peu de recherche.** Il est ainsi symptomatique que France Télécom, lors de sa privatisation, se soit débarrassée de son centre de recherches qui employait 700 personnes, affaiblissant ainsi l'ensemble de la recherche française en télécommunications.

Tout se passe donc comme si le gouvernement, faute de disposer d'une volonté et d'un poids politiques suffisants pour peser sur les grandes écoles ou sur les entreprises, et se refusant aux mesures structurelles (intégration des grandes écoles dans les universités) aussi bien qu'aux investissements massifs nécessaires, **avait décidé de mettre la pression sur les universités.**

Pression exercée à travers une véritable asphyxie financière dont le but avoué est de forcer les universités à rechercher des financements privés. Or ces financements n'iraient pas sans

contreparties impliquant reconversions, volontaires ou forcées, et abandon de certains thèmes de recherche.

Et c'est pour leur permettre d'imposer de telles « restructurations » que le gouvernement entend conférer aux présidents d'universités des pouvoirs accrus ; pouvoirs qui n'auraient pas à affronter le contre-pouvoir que peut être l'assemblée des professeurs, laquelle joue pourtant un rôle essentiel dans les pays prétendument pris pour modèles.

Imaginons un moment comment seraient traités au moment des promotions ceux qui n'adhèreraient pas au projet présidentiel : le chercheur qui préférerait l'avancement de sa recherche à un contrat industriel très profitable pour l'université, ou le professeur qui pour la même raison refuserait de faire les heures supplémentaires nécessaires pour remplacer le collègue occupé à plein temps par un contrat.

Il est clair que l'insistance mise par le gouvernement sur le « pilotage de la recherche » accrédite l'interprétation précédente.

On comprend dès lors pourquoi les chercheurs sont grosso modo hostiles à l'autonomie des universités, et favorables à celle du CNRS : il faut que celui-ci reste une institution assez forte pour défendre l'autonomie de la recherche. On ne résoudra pas le problème de l'innovation industrielle en France sans investissements massifs, et on ne le résoudra pas en sacrifiant la recherche fondamentale. Celle-ci doit au contraire être défendue, et cela peut se faire sur la base de deux principes fondamentaux, qu'il est possible de justifier par des centaines d'exemples :

La recherche doit être libre pour être productive.

Il n'y a pas de bonne recherche appliquée sans un bon environnement de recherche fondamentale.

C'est donc en définitive surtout pour la *liberté de la recherche*, que manifestent les universitaires et les chercheurs.

C'est ce qui explique la profondeur et la durée de leur mobilisation.

A.B.